

RÉVOLUTIONNAIRES

Tours + Agglomération

Bulletin anticapitaliste

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES
TOURS

Nouvelle-Calédonie : le temps des colonies, ça suffit ! Solidarité avec les Kanaks !

Magasins et voitures en flammes, barrages routiers, affrontements, jeunes tués par balle... La révolte des Kanak rappelle que ce « territoire d'Outre-mer français » est, en réalité, une colonie. La révolte fait suite à des manifestations massives contre le projet d'élargir le corps électoral aux colons installés depuis 10 ans. Une décision que Darmanin et Macron justifient au nom de la démocratie... Mensonge ! Si c'était vrai, pourquoi n'accordent-ils pas le droit de vote à tous les immigrés vivant et travaillant ici depuis plus de dix ans ? Pourquoi avoir promulgué une loi anti-migrants sous la dictée du Rassemblement national ? Macron veut s'assurer que sur ce territoire à 17 000 kilomètres de la France, le peuple kanak reste minoritaire sur ses propres terres en dépit de son droit à l'autodétermination.

Mensonges et brutalité coloniale

Le gouvernement ne répond que par la répression et la calomnie, déployant le Raid et le GIGN : 1 000 flics envoyés en plus des 1 700 déjà sur place, auxquels s'ajoutent 600 militaires. Le tout appuyé par des blindés, des hélicoptères et même des avions. Environ un flic ou militaire surarmé pour trente Kanak. Et toutes ces forces de répression laissent faire les milices armées de colons, déjà responsables de la mort de plusieurs Kanak.

Darmanin calomnie les mouvements indépendantistes, traités « d'organisations mafieuses ». Le même Darmanin qui accuse d'antisémitisme ou de soutien du terrorisme ceux qui protestent contre le génocide de l'État israélien à Gaza. Qui traitait de délinquants ceux qui avaient protesté contre le meurtre de Nahel par la police l'an dernier.

Retour au calme ou à l'ordre colonial ?

Pendant que la droite applaudit à la répression, la gauche (PCF, PS, EELV) appelle au calme et au dialogue, invoquant Mitterrand, Rocard ou Jospin. Mais ce sont les socialistes qui avaient cherché à imposer, en 1984, un

nouveau statut de l'archipel, initiant une vague d'affrontements, sous Mitterrand-Chirac, avec le massacre en 1988 de 19 indépendantistes dans l'assaut de la grotte d'Ouvéa. Le « dialogue » instauré par la suite fut surtout une manière de lanterner la population avec des référendums bidon promis pour quarante ans plus tard... Nous voilà quarante ans plus tard : et aucun problème n'est réglé. Comment pourraient-ils l'être ? Des référendums peuvent-ils supprimer les inégalités criantes de la région ? Mettre fin aux salaires de misère ? Faire cesser l'exploitation du nickel, la grande richesse de l'archipel, et des hommes par des compagnies capitalistes ? Supprimer les bidonvilles ? Les émeutes ont interrompu le ravitaillement, des poches de transfusion manquent dans les hôpitaux, nous dit-on. Mais ce manque de tout, c'est déjà le quotidien des exploités et des colonisés ! 25 % des Kanak sont au chômage, des milliers d'entre eux dépendent de l'aide alimentaire.

En Kanaky, le point de départ de la révolte est anti-colonial, un embrassement contre ce rapport inégalitaire et violent de l'Etat français avec l'île et ses habitant.e.s. À ce jour, la seule intervention de l'Etat français doit être celle de la décolonisation et de la réparation des 180 années de pillage et d'exploitation. Le 23/05/2024



Non aux violences sexistes et sexuelles à l'hôpital

Depuis quelques semaines une nouvelle vague du mouvement #metoo secoue le milieu hospitalier. Même à Tours, grâce au travail des féministes et des étudiantes en médecine, nous découvrons un nouveau cas. Un étudiant de médecine a été couvert par ses hiérarchies alors qu'il a été accusé par six femmes d'agressions sexuelles. Agressions qu'il a finies par reconnaître lors de son procès au début de l'année.

En 2020, à la faculté de médecine de Tours, la commission d'écoute universitaire semblait avoir amorcé les actions nécessaires lorsqu'elle avait reçu le premier témoignage. L'étudiant en médecine concerné aurait pu être pris en charge pour ne plus nuire dans ses fonctions de médecin, auprès de ses collègues comme des patientes ... C'était sans compter le soutien de classe et le sexisme des directeurs de facs et des doyens de médecine !

L'étudiant en question, fils de médecins réputés de la ville et de la faculté, n'a pas été écarté du contact des étudiantes et des patientes. Pire, il a été exfiltré à la faculté de médecine de Limoges afin de poursuivre ses études sans mesure spécifique. Il a pu bénéficier d'une mobilité impossible à avoir pour les étudiants et étudiantes.

L'institution judiciaire, universitaire et médicale ont excellé en sexisme pour protéger l'un des siens.

Les soignantes et patientes sont ainsi exposées à de potentielles nouvelles agressions sexuelles et viols.

La sécurité que nous promet ce système est donc celle des agresseurs et de la bourgeoisie.

Non seulement le cursus de médecine est structurellement classiste, sexiste et raciste, mais il valorise également ses éléments les plus violents.

Au-delà de ce cas individuel, nous ne pouvons pas laisser aux mains de ces institutions la gestion des violences sexistes et sexuelles puisqu'elles les produisent et favorisent.

Sans rapport de force, elles continueront à ne punir que les hommes pauvres et racisés afin de maintenir une façade féministe.

Nous devons leur opposer notre féminisme lutte des classes qui se battra pour une organisation des soins décidée et contrôlée par les soignant.es et les soigné.es, sans complaisance avec les violences.

Éducation : « Choc des savoirs », c'est toujours non

Après la multiplication des journées « collègues morts », qui a touché une vingtaine d'établissements en Indre et Loire depuis l'annonce de la réforme du « choc des savoirs », une manifestation est appelée par les personnels et les parents le 25 mai.

La préparation de la rentrée prochaine débute à peine. Le ministère ne recrute pas à hauteur des besoins prévus. Les inspecteurs de mathématiques réunissent des enseignants de collèges pour réfléchir en groupes sur les « groupes de besoin ». Pas de consignes claires sur les périodes de classe et de regroupements, ni sur le contenu ou l'évaluation. En français, les mêmes réunions se préparent.

La situation peut démobiliser : certains pensent éviter le pire, d'autres ne croient pas qu'une réforme dont personne ne comprend la mise en application ira au bout. Mais c'est justement parce qu'elle ne marche pas que la réforme va s'appliquer.

Les profs feront ce qu'ils peuvent pour continuer d'enseigner, les élèves et les parents feront de leur mieux pour suivre. Pendant ce temps, les postes sont supprimés en techno ou en langues (allemand, italien), le brevet exigé pour l'entrée au lycée pro obligera à chercher au plus tôt un apprentissage (donc un patron), les effectifs continueront d'augmenter et l'encadrement par des adultes de se réduire. Des enseignants peuvent recevoir une prime « Pacte » pour l'orientation des collégiens dès la 5e : avec la sélection annoncée en fin de collège, ils iront en toute bonne foi proposer une orientation précoce aux élèves « faibles », hors de l'éducation nationale et sans attendre les conseils de classe, pour ne laisser personne sur le carreau.

Avec le recul des dernières années, la quasi disparition des RASED au primaire (dispositif d'aide aux élèves), la sélection au collège du « choc des savoirs » et au lycée avec Parcoursup, sans oublier les réformes du lycée pro, il y a une logique d'ensemble. Filtrer au plus tôt les élèves, empêcher la massification des effectifs et l'accès plus large aux études longues, sélectionner sur l'origine sociale et la famille, ouvrant une voie royale à l'enseignement privé.

Pour enrayer cette logique, il n'est jamais trop tard !

Manifestation :
samedi 25 mai - 10h30
devant la préfecture (rue Buffon)

à l'appel des parents d'élèves
et syndicats enseignants



A Tours comme ailleurs : pour un monde sans frontières!

D'après le collectif des migrants de Tours, qui regroupe 13 associations, la préfecture a rejeté plus de 500 titres de séjour depuis septembre 2022.

Combien d'autres, du coup, n'ont pas fait cette démarche de peur d'être expulsable par la politique anti migrants de la préfecture ?

Quand à la mairie de Tours, elle botte en touche. Pour trouver des logements et des familles d'accueil aux migrants ukrainien, elle a fait appel à la solidarité des Tourangeaux. Sur les 21 appartements consacrés à leur hébergement, elle en a fait rénover 7 en s'appuyant sur le mécénat.

Soyons clairs. Les migrants sont nos frères et sœurs de classe.

Travailleurs ou pas, il faut les régulariser et ouvrir le droit de vote à tous les habitants, à toutes les élections.

Chinon : mort au travail, le capitalisme tue

Le 28 février 2022, un jeune travailleur de 23 ans mourrait après avoir fait une chute de 12 mètres d'une nacelle de chantier.

Le 9 avril dernier, le tribunal judiciaire de Tours a condamné son patron à 67 000 euros d'amende pour « homicide involontaire », « non respect des règles de sécurité » et « mise à disposition de travailleur d'équipement de travail sans information ou formation ».

En France, il y a deux morts au travail d'après les chiffres (peut-être sous estimés) de la Caisse primaire d'assurance maladie.

Ce ne sont pas des amendes qui arrêteront ces patrons qui sacrifient les travailleurs pour réaliser leurs profits. La marche du capitalisme conduit au crime !

C'est aux travailleurs de décider pourquoi et comment ils doivent travailler.

Centre val de loire : des cadeaux pour le patronat

Philippe Fournié, vice-président PS de la région Centre Val de Loire, chargé des transports écrivait en 2023 : « dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des TER en 2032, la Région profitera des appels d'offres pour demander aux futurs opérateurs d'utiliser des trains à hydrogène. »

Aujourd'hui, 95% de la production l'hydrogène est réalisée par le traitement du méthane, du pétrole ou du charbon avec des procédés extrêmement polluants. Simple Greenwashing ?

Les élus régionaux de toute la gauche ont voté la privatisation de la SNCF en 2022, avant de donner des aides publiques à Alstom, une boîte privée, pour ces trains à hydrogène. Le constructeur ferroviaire de son côté vient d'annoncer le licenciement de 300 personnes en France et 1500 dans le monde en février 2024.

Pas d'aides publiques pour les boîtes privées !

RÉVOLUTIONNAIRES

Le bulletin « Révolutionnaires » est écrit par les militant·e·s du NPA de Tours et de son agglomération.

Lors du congrès de décembre de 2022, une des plateformes du NPA a choisi de se séparer du reste de l'organisation. A Tours, cette situation se traduit par l'existence de deux comités séparés.

Les militant·e·s du Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires continuent de construire un parti pour tous les exploité·e·s et les opprimé·e·s, qui ont, à eux seuls, la capacité et la force de changer cette société, non par les élections, mais par leurs propres luttes.

<https://nouveupartianticapitaliste.fr>